

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Dialogue de Tanger: Michaël Moussa Adamo porte la voix du Gabon



Le chef de la diplomatie gabonaise et son homologue marocain.

J.O.
Libreville/Gabon

La conférence internationale "Dialogue de Tanger" a eu lieu vendredi dernier dans la ville éponyme, au Maroc. Des assises organisées par le ministère chérifien des Affaires étrangères qui ont vu la présence de plusieurs personnalités dont le ministre gabonais des Affaires étrangères, Michaël Moussa Adamo. Organisée en partenariat avec le Projet Aladdin et l'Alliance des Civilisations des Nations unies (UNAOC), sous le thème "Vers une nouvelle lumière partagée", cette rencontre visait à débattre

de plusieurs questions d'actualité, urgentes et d'importance majeure liées à la coexistence interreligieuse et au dialogue interculturel. Les participants ont discuté principalement des moyens de construire la paix à travers la culture, de l'importance des facteurs économiques dans la dynamique des relations entre l'Occident et le monde islamique, et des problématiques liées aux nouvelles technologies et au changement climatique en Afrique et au Moyen-Orient, ainsi que des perspectives, à court et moyen termes, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Au terme de leurs discussions, les ministres des États africains atlantiques ont décidé de tenir une deuxième réunion ministérielle des États africains atlantiques, qui aura lieu au Royaume du Maroc. De même, les ministres des États africains atlantiques ont décidé de se retrouver en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York (USA), en septembre de cette année.

À noter que ce conclave a été présidé par M. Nasser Bourita, ministre marocain des Affaires étrangères, de la Coopération africaine et des Marocains résidant à l'étranger.

Présidentielle 2023 : Maganga Moussavou creuse son sillon

J.K.M
Libreville/Gabon

TOUT porte à croire que le leader du Parti social démocrate (PSD), Pierre-Claver Maganga Moussavou, continue à creuser son sillon, dans la perspective du scrutin présidentiel de 2023. Pour preuve, le week-end écoulé, sa candidature à cette élection a obtenu le "soutien franc et massif" des militants de la province de la Ngounié, à l'occasion du "congrès décentralisé" de sa formation politique. Lesquels, convaincus que l'heure de leur "champion" a sonné après quatre tentatives infructueuses, l'ont exhorté à aller à nouveau à la conquête de ses concitoyens. Ce d'autant plus que, selon eux, son projet de société, arc-bouté autour de la provincialisation, est "le seul à même de remettre notre pays sur les rails".

Galvanisé par ses troupes, Pierre-Claver Maganga Moussavou est longuement revenu sur les grandes lignes de son programme. En indiquant que "15 % des salaires des travailleurs et de la solde des fonctionnaires seront affectés à la construction des logements. Tout en allouant 15 milliards de francs aux Gabonais afin qu'ils se réapproprient l'économie".

"La provincialisation est une véritable révolution. Moi président, je bâtirai les hôpitaux, les écoles, les routes, je lutterai véritablement contre le chômage. Je relèverai l'économie. Les gouverneurs et les préfets seront affectés à des tâches de développement", a-t-il lancé.

Dans tous les cas, après Libreville, Mékambo, Mimongo et Mouila, Pierre-Claver Maganga Moussavou ira cette fin de semaine à la rencontre de ses troupes dans une autre localité du pays.



Le leader du PSD, Pierre-Claver Maganga Moussavou, au milieu de ses militants à Mékambo.

Tribune des partis politiques

Récupération politique ?

ALORS que l'actualité politique avait repris du poil de la bête, voilà que l'intensité est retombée soudainement au grand dam des analystes et autres observateurs dudit monde. C'est un truisme d'affirmer que la blogosphère politique nationale nous offre très peu de choses à nous mettre sous la dent, ces derniers temps.

Fort heureusement que dans ce calme plat ou presque, figure l'affaire Jean-Rémy Yama, leader de la coalition syndicale Dynamique unitaire, par ailleurs gérant de la société civile immobilière (SCI) Serpentin, accusé d'abus de confiance par certains de ses pairs enseignants et de détournement présumé de deniers publics, suscite tout de même l'intérêt de quelques leaders politiques notamment de l'opposition.

Incarcééré depuis mars dernier, l'intéressé qui, avait bénéficié d'une liberté provisoire du juge d'instruction, s'est vu decerner un autre mandat de dépôt pour des faits supposés de détournements de deniers publics. Comme on pouvait s'y attendre et pour des raisons évidentes, le Parti démocratique gabonais (PDG), formation politique au pouvoir, n'a pas pipé mot sur ce sujet. Sans nul doute que du côté de Louis, les hiérarques du "parti de masses" estiment que ladite affaire est du ressort de la justice et non des politiques. Une manière de faire prévaloir la séparation des pouvoirs et l'indépendance de la justice. Une pensée ne trouvant pas l'approbation du camp d'en face. Pierre-Claver Maganga Moussavou du Parti social démocrate (PSD), Alexandre Barro Chambrier du

Rassemblement pour la patrie et la modernité (RPM) et Paulette Missambo de l'Union nationale (UN), pour ne citer que ceux-là, n'ont de cesse, d'une part, de fustiger sa détention suivie de sa radiation des effectifs de la fonction publique et d'autre part d'appeler à sa libération. Pour eux, son affection médicale milite en faveur de sa mise en liberté provisoire.

Une fois de plus, le pouvoir et l'opposition ne parlent pas le même langage. Les uns voyant une récupération politique tandis que les autres brandissent leur liberté de pensée.

Yannick Franz IGOHO